

# LE PROLETAIRE

## Parti Communiste International

### *Mort d'un militant néo-nazi*

## La diversion anti-fasciste contre la lutte de classe

La mort de Quentin Deranque, jeune militant catholique intégriste, membre fondateur d'un groupuscule néo-nazi (les Allobroges Bourgoïn), décédé après une altercation le 12 février à Lyon en marge d'une conférence de Rima Hassan, députée franco-palestinienne de la France Insoumise, a déclenché une vague de propagande contre LFI, l'«ultra gauche», l'«extrême gauche» ou même la gauche tout court, accusées d'être responsables de ce «lynchage».

Les médias ont repris sans sourciller le récit des amis du militant, selon lequel il était tombé dans une embuscade tendue par des «antifas», alors qu'en réalité des enregistrements vidéos montrent que c'était le groupe dont il faisait partie qui avait tendu un guet-apens à des militants se rendant à la conférence.

Il s'agit d'une pratique courante à Lyon où prolifèrent des groupuscules d'extrême droite violents responsables de nombreuses attaques dans la ville (plus d'une centaine en 15 ans selon *Rue89*, sans compter le meurtre raciste ignoré des médias du jeune Ismaïl Aali le 6 janvier dernier dans le sud de la métropole). La «Jeune Garde Anti-fasciste» dont plusieurs membres ont été inculpés pour le meurtre de Deranque, fait partie des groupes qui se sont constitués en réaction pour affronter physiquement les nervis d'extrême droite. Elle entendait rompre avec les pratiques antifas minoritaires classiques : *«nous proposons une autre manière de fonctionner et de concevoir la lutte en nous inspirant des expériences antifascistes populaires basées sur la lutte des classes tel les TPPS (Toujours Prêts Pour Servir), les Jeunes Gardes Socialistes/communistes en France ou les expériences des Comités de Résistance dans les quartiers en Turquie, en Grèce ou au Mexique»* (1). Bien que classée comme «ultra-gauche» par les services de police en raison de ses actions parfois violentes, politiquement elle s'est inscrite en fait depuis sa formation dans le cadre de l'antifascisme démocratique (2) ; c'est ce qui explique son ralliement à LFI qui a permis à son porte-parole Raphaël Arnault de devenir député. Elle a été dissoute en juin 2025 en même temps que le groupe néo-nazi «Lyon populaire» dont les militants qui se retrouvent maintenant à «Audace Lyon», revendiquent leur compagnonnage avec Deranque.

La campagne en cours a des objectifs politiques électoraux évidents : déconsidérer et affaiblir la France Insoumise qui est aujourd'hui le principal parti de gauche et, à ce titre, un candidat sérieux pour l'élection présidentielle face au Rassemblement National de Le Pen, en raison du profond discrédit des partis traditionnels de gauche et de droite. Gouvernement, droite et extrême droite, faisant de Deranque un véritable martyr, se sont unis dans une dénonciation virulente de LFI tandis qu'au Parti Socialiste, l'ancien président de la République François Hollande prenait la tête des opposants à toute alliance électorale avec les amis de Mélenchon. Profitant de ce climat, le Rassemblement National a appelé à la constitution aux élections municipales, législatives et présidentielles à venir, d'un «front commun» contre LFI *«mouvement politique aujourd'hui sorti totalement de la République»* – retournant ainsi à son profit la tactique du «front républicain» (alliance électorale de fait des partis de gauche et de droite contre le RN) qui l'avait frustré d'une victoire aux dernières élections législatives...

Mais la campagne a aussi des objectifs politiques plus larges : condamner l'utilisation de la violence de la part de groupes ou partis au moins potentiellement subversifs dans une période où les tensions sociales s'aggravent. *«Dans la République aucune violence n'est légitime»*, a déclaré Macron le 21/02/2026 à propos de la mort du militant néo-nazi, en laissant présager de nouvelles mesures répressives ; *«Il n'y a que les forces républicaines qui peuvent agir parce qu'elles protègent un ordre républicain. Il n'y a pas de place pour les milices d'où qu'elles viennent»*.

L'Etat, expliquait Engels, se résume en définitive à un détachement d'hommes en armes, garants par la force, par la violence potentielle ou ouverte, du maintien de l'ordre bourgeois (qu'il se baptise «républicain» ou autre). L'Etat utilise son monopole de la violence contre ceux qui mettent en difficulté, même marginalement, cet ordre comme on le voit régulièrement lors de manifestations ou de grèves, ou comme on l'a vu avec une plus grande intensité lors du mouvement des Gilets Jaunes. Il affecte d'être impartial et de codifier son recours à la violence, mais l'expérience y compris la plus récente montre que sous le régime le plus démocratique, il ne répugne jamais à enfreindre ses propres lois ou à s'appuyer sur des milices d'extrême droite ou des formations paramilitaires: il suffit de se souvenir du tristement célèbre S.A.C. (Service d'Action Civique) dans les années 70...

### **LES RÉACTIONS : SOCIAL-PACIFISME, LÉGALISME ET ANTI-FASCISME**

LFI a réagi à cette campagne déchaînée qui met en péril sa stratégie politique, en condamnant immédiatement les événements de Lyon, en rejetant toute utilisation de la violence et en répétant que le bulletin de vote est le seul moyen d'action légitime (3); et elle s'est associée, comme tous les autres groupes parlementaires (à l'exception des centristes de LIOT), à la proposition d'Eric Ciotti (président de l'UDR, groupe allié au RN), d'une minute de silence au parlement en hommage à Quentin Duranque! Mais cette profession de foi pacifiste et légaliste, qui est partagée avec plus ou moins de netteté par les groupes d'«extrême gauche», n'a pas arrêté la campagne contre son prétendu «extrémisme»...

Si nous considérons rapidement les réactions des groupes trotskystes, nous voyons que le P.T. (Parti des Travailleurs,

ex-Parti Ouvrier Indépendant Démocratique, scission du POI totalement engagé dans LFI) donne comme toujours une version caricaturale de son adhésion aux positions opportunistes ; on peut lire dans son communiqué du 18/02/2026 «Après les événements de Lyon, plus que jamais défendre la démocratie politique» : *«aussi longtemps qu'il peut librement s'organiser, et librement exprimer son objectif – aider la classe ouvrière à réorganiser la société en prenant le pouvoir pour socialiser les moyens de production – le parti ouvrier n'a nul besoin de recourir à la violence. En démocratie, rien ne peut justifier que la confrontation des positions politiques aussi opposées soient-elles, débouche sur la mort d'un homme, quel que soit son engagement».*

Un véritable décalque de la position du PCF qui *«dénonce la violence comme arme politique»* ainsi que *«les dérives de certains groupes se réclamant de l'antifascisme lorsqu'ils emploient eux-mêmes les méthodes que l'extrême droite développe depuis des décennies (...))»* : *«La lutte contre l'extrême droite progressera par une action de masse des travailleurs et travailleuses et des forces démocratiques, par une lutte sociale et politique dans les entreprises, les quartiers, par le renforcement des syndicats et partis qui combattent son projet raciste, xénophobe et par les urnes»* «Mort de Quentin Deranque : face à la violence, organiser le débat et l'action démocratiques», communiqué du 19/02/2026)

Lutte Ouvrière, elle, déclare sentencieusement le 18/02/2026 que les *«batailles rangées entre gros bras ne sont pas les méthodes du mouvement ouvrier»* : la lutte contre l'extrême droite *«ne peut remporter des succès qu'au travers de la lutte de classe et du combat social».*

A ce social-pacifisme, s'ajoute aussi un anti-fascisme qui se traduit par des propositions de front unique aux partis et organisations réformistes et collaborationnistes. Le NPA-Anticapitaliste écrit qu'*«il n'existe pas de raccourci pour lutter contre le fascisme. Pour s'y opposer, il faut l'unité – et pas seulement dans les élections – des forces syndicales et politiques attachées à la transformation sociale. Plus que jamais, nous avons besoin de construire un front unitaire de masse capable de faire reculer les fascistes dans les urnes, mais surtout dans la rue, dans les quartiers, dans les entreprises»* (communiqué du 17/2). Et le 20/02/2026 : *«C'est tout le mouvement ouvrier, toute la gauche combative, tout le mouvement pour l'égalité et l'émancipation qui doit faire bloc face à la fascisation en cours. Renforcer les solidarités à tous les niveaux et constituer un véritable front unique antifasciste, c'est urgent et vital».* Quant à Révolution Permanente, qui passe pour plus radicale que ses consœurs, elle s'adresse *«aux organisations du mouvement ouvrier, de la gauche, du mouvement social»* pour *«faire front contre ce qui se passe»* (meeting électoral du 16/02/2026 à Saint Denis). Ces lamentables déclarations ont l'avantage de montrer ce que sont les discours habituels contre les «réformistes» de ces organisations : de la poudre aux yeux camouflant leur suivisme congénital vis-à-vis des forces de la collaboration de classe!

### LA DIVERSION ANTIFASCISTE

Les organisations néo-nazies représentent sans aucun doute une menace contre laquelle il est légitime de s'organiser et de combattre, n'en déplaise à ceux qui jugent que cela ne fait pas partie des méthodes du mouvement ouvrier. Mais mettre au premier plan la lutte antifasciste est une **diversion** par rapport à la lutte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois, quel que soit le régime politique. Le véritable danger contre lequel il est nécessaire d'appeler à la lutte, aujourd'hui ce n'est pas le fascisme, mais la **démocratie bourgeoise**. C'est la démocratie, avec son système électoral, ses partis et organisations de droite ou de gauche, qui détourne le prolétariat de la lutte ouverte contre le capitalisme en l'égarant dans des voies sans issue ; c'est la démocratie avec ses médias, son école, ses églises qui l'abrutit et le plonge dans la passivité ; c'est la démocratie avec ses juges, ses lois et ses policiers qui le réprime – avant, s'il le faut, de laisser la place à la dictature ouverte qui l'écrasera. Prétendre que le danger actuel, c'est le fascisme et appeler pour conjurer ce danger et défendre le statu-quo, à un front avec les organisations qui sabotent continuellement les luttes ouvrières, c'est travailler à la paralysie du prolétariat. La victoire aux dernières élections législatives du Nouveau Front Populaire a une nouvelle fois démontré que ce ne sont pas les élections qui peuvent faire barrage aux attaques bourgeoises, à l'autoritarisme croissant, à la remise en cause des anciennes concessions, aux restrictions des libertés d'action et d'organisation. Il n'y a en réalité pas d'autre moyen possible que le développement de la lutte indépendante de classe, impliquant la rupture avec toutes les forces prônant la collaboration avec la classe ennemie ou avec une fraction d'entre elle. Ce n'est que sur cette voie qu'il sera possible au prolétariat de résister aux attaques avec des chances de succès, avant d'avoir la force de se lancer, sous la direction de son parti de classe, à l'assaut révolutionnaire du capitalisme et de l'Etat bourgeois.

### parti communiste international

(1) Les TPPS étaient l'organe d'autodéfense du Parti Socialiste (SFIO) dans la région parisienne dans les années trente. La Jeune Garde a repris leur logo hérité du parti social-démocrate allemand et qui est resté l'emblème officiel de la SFIO jusque dans les années 70 : les trois flèches symbolisant la lutte contre les nazis, le PC et les Conservateurs. (2) *«Nous reconnaissons qu'il existe une frange des classes dominantes, souvent démocrates, qui se revendiquent d'une lutte contre le fascisme (...). Ces organisations politiques, qui se disent ouvertement hostiles aux régimes fascistes, sont conscientes des dangers autoritaires qu'ils entraînent, mais sont déconnectées des intérêts des classes populaires. Elles n'envisagent aucune remise en question des élites et ne font aucune critique des politiques racistes menées par l'Etat français. C'est pourquoi ces organisations ne sont pas une solution viable. Cependant nous pouvons être amenés à travailler ponctuellement avec elles sur certaines campagnes, tout en connaissant leurs limites. (...) Nous devons chercher l'union de toutes les organisations révolutionnaires ou démocrates, communistes et anarchistes, mais aussi des organisations de masse défendant les intérêts des travailleurs et des travailleuses comme dans les syndicats, les organisations communautaires, antiracistes, féministes et LGBTQI+...»* <https://rebellyon.info/Presentation-de-la-Jeune-Garde-Lyon-18837#foru>. (3) On peut se référer par exemple aux déclarations de Mélenchon le 17/2 où il donne l'exemple du Chili de Pinochet pour appuyer son opposition au recours à la violence.

22/02/2026 - www.pcint.org - Imp. Spé. - supplément au Prolétaire n° 559